



Chapitre de livre

2022

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Géographies postcoloniales et décoloniales

Hirt, Irène

How to cite

HIRT, Irène. Géographies postcoloniales et décoloniales. In: Géographies du politique. Argounès, Fabrice (Ed.). Neuilly-sur-Seine : Atlande, 2022. p. 105–113. (Clefs Concours Géographie)

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:159152>

Comment citer : Hirt, Irène. 2022. « Géographies postcoloniales et décoloniales ». In *Géographies du politique*, édité par Fabrice Argounès, 105-113. Clefs Concours Géographie. Neuilly-sur-Seine: Atlande.

GÉOGRAPHIES POSTCOLONIALES ET DÉCOLONIALES

Irène Hirt
Université de Genève

Le fait colonial est aussi un fait spatial qui transforme en profondeur les territoires et les ressources qu'ils contiennent, les sociétés et les individus qui y vivent, tout en impliquant la circulation des personnes, des biens et des richesses, ainsi que les idées et les imaginaires des sociétés concernées. Ce phénomène se décline différemment selon les périodes historiques, et il traverse tous les continents. Ce texte se concentre sur le colonialisme* européen lequel, en se déployant à l'échelle planétaire, est sans précédent dans l'histoire humaine. Il revient aussi sur la notion d'impérialisme* européen, qualifié par l'intellectuel palestinien Edward Said d'« acte de violence géographique, par lequel la quasi-totalité de l'espace mondial est explorée, cartographiée, et finalement annexée » (Said 2000, p. 320). Les travaux des géographes qui se sont penchés sur ces questions sont fondamentalement politiques, analysant les inégalités économiques et politiques entre les peuples, les sociétés et les États engendrés par l'impérialisme et le colonialisme européens. Ils s'inscrivent également dans des approches culturelles, puisqu'ils visent à comprendre les valeurs collectives, les idéologies et les pratiques culturelles qui sous-tendent et justifient ces phénomènes.

Géographies postcoloniales ou décoloniales ?

Les géographies dites post- ou décoloniales, par-delà leurs préoccupations disciplinaires, se nourrissent des idées et théories des études postcoloniales et décoloniales. Celles-ci se sont développées à partir des décennies 1980 et 1990, partageant leur analyse du colonialisme et de l'impérialisme européens, et de leurs effets et continuités dans le présent. Mais les points communs s'arrêtent là. Leurs généalogies intellectuelles et leurs inscriptions géographiques et temporelles diffèrent : les auteur-es postcoloniaux, majoritairement anglophones et issu-es des anciennes colonies britanniques (Asie, Afrique, Moyen-Orient, Caraïbe, Australie), traitent du colonialisme dans ces régions du monde pour la période allant du XIX^e siècle à nos jours. Ils-elles trouvent leur inspiration dans les écrits d'intellectuels de la décolonisation des années 1960 et 1970 tels que Frantz Fanon et Aimé Césaire (tous deux Martiniquais), et les travaux de Said. Enfin, leurs approches sont surtout ancrées dans les études littéraires et la philosophie (la « *French theory* »)¹, et elles s'intéressent aux dimensions culturelles et symboliques du fait colonial. Les auteur-es du courant décolonial, majoritairement latino- américain-es, en poste dans

¹ On associe la « *French Theory* » à des intellectuels postmodernes comme Michel Foucault, Gilles Deleuze, Félix Guattari ou encore Antonio Gramsci.

des universités latino-américaines ou états-uniennes, sont davantage tourné-es vers les sciences économiques et sociales. Revendiquant un regard sur le monde à *partir* de ce qui est aujourd'hui nommé « l'Amérique latine », ils-elles considèrent que le point de départ temporel des études sur le colonialisme coïncide avec l'arrivée des Européens sur le continent au XV^e siècle. Comme nous le verrons plus loin, la critique décoloniale se veut plus radicale que la critique issue de la pensée postcoloniale, et privilégie de ce fait des auteur-es considéré-es comme étant issu-es des « marges » ou de la « périphérie » tant politique qu'épistémologique du monde.

Nous allons présenter tour à tour les enjeux spécifiques des courants postcolonial et décolonial en examinant les implications de chacun d'eux pour la géographie, et pour l'étude des espaces et des sociétés.

Géographies de l'« après » colonisation ou démarche intellectuelle ?

Au début des années 1990, le préfixe « post » de l'adjectif « postcolonial » a suscité des débats qui sont venus interroger la nature même du projet intellectuel des études postcoloniales (Shohat 2007). L'idée que « post- » suivi d'un tiret renverrait à quelque chose d'achevé, à un « après » - temporel ou idéologique - de la colonisation, autrement dit, à la situation des individus, des sociétés et des États ayant passé par un processus de décolonisation formelle, a fait l'objet de vives critiques : d'abord, parce que ce sens ne permet pas de prendre en compte la multiplicité des espaces et des temporalités des processus de décolonisation formelle qui se sont étendus sur plus de trois siècles dans le monde. En effet, dans les colonies dites « de peuplement européen » (voir Encadré 1) (Amérique du Nord, Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud...), ces processus ont eu lieu essentiellement au XVIII^e et XIX^e siècles, tandis que la plupart des pays d'Afrique et d'Asie ont acquis leur indépendance au cours de différents moments du XX^e siècle. Certaines colonies ne l'ont toujours pas obtenue. Peut-on dire de la Guyane française qu'elle est postcoloniale ? Les débats politiques dans les territoires d'outre-mer français sont vifs à ce sujet. Par conséquent, si le préfixe « post » est associé à un « après », il est nécessaire de le contextualiser par rapport aux situations géopolitiques, culturelles ou historiques spécifiques auxquelles il se réfère (Shohat 2007). Ensuite, un usage univoque de l'adjectif « postcolonial » considéré comme un « après » contient le risque d'occulter la diversité des formes d'oppression coloniale et de résistances individuelles et collectives au colonialisme selon les époques et les régions du monde. La situation des pays dans lesquels les colonisés ont renversé leurs anciens maîtres européens s'avère très différente aujourd'hui de celle des pays où les colons d'origine européenne sont restés sur place et ont formé leur propre nation indépendante, au détriment des peuples qu'ils ont colonisés et continuent à dominer (Shohat 2007).

Encadré 1 : les déclinaisons politiques et spatiales du colonialisme

Le colonialisme externe s'exerce sur des colonies dites d'exploitation par l'appropriation et l'extraction de ressources naturelles (animaux, plantes, minéraux, etc.) et de la force de travail humaine dans les territoires contrôlés, pour les transporter ensuite vers les métropoles. Aux ressources « historiques », telles que le thé, le cacao, les épices, l'or ou le tabac,

s'ajoutent aujourd'hui l'eau, le pétrole ou encore le matériel génétique.

Le *colonialisme interne* se déploie dans les *colonies dites de peuplement*. Les colons s'y installent durablement pour y créer une nouvelle « patrie », considérant les habitants et peuples présents sur le territoire avant leur arrivée comme des « obstacles » à l'expansion territoriale du projet colonial. Aussi mettent-ils en place des modes de contrôle biopolitique, des dispositifs de ségrégation socio-spatiale (prisons, ghettos, ...), des politiques d'assimilation culturelle (par la scolarisation forcée des enfants, entre autres), et de minorisation démographique et/ou politique des Sujets colonisés.

Aux États-Unis et au Canada, pour ne citer que ces cas-là, le colonialisme de peuplement européen (angl. : *settler colonialism*) a produit des relations complexes entre les colons d'origine européenne, les peuples autochtones² qui ont été dépossédés de leurs territoires et déplacés de force dans des « réserves »³, et les populations afro-descendantes, issues des esclaves importés d'Afrique. Si les deux derniers groupes ont tous deux été opprimés par le premier, les processus historiques de leur subjugation et les conséquences contemporaines diffèrent. Les revendications de décolonisation des uns et des autres peuvent en outre diverger, les peuples autochtones soulignant leur statut de primo-habitants et leur lien historique à la terre. Si certains acteurs politiques autochtones tissent des solidarités avec les militant-es noirs, d'autres considèrent les populations afro-descendantes comme un « occupant » de plus sur leurs terres.

Enfin, que dire des continuités coloniales, et des pratiques ou discours coloniaux inédits (que certains qualifient de « néocoloniaux ») ? La chute des empires européens et les indépendances des anciennes colonies marquent-elles véritablement la fin de l'ère coloniale ? Très certainement, non. Des relations de domination de nature colonialiste ou impérialiste sont (ré)inscrites dans les rapports de force mondiaux actuels, rendant l'« après » illusoire. Un même État peut exercer différentes formes de domination coloniale. Par exemple, les États-Unis ne sont pas seulement issus de l'indépendance d'une colonie de peuplement européen dans laquelle subsistent encore des formes de colonialisme interne ; ils sont également considérés comme une puissance impérialiste, exerçant leur influence économique, militaire etc., dans de nombreuses régions du monde pourtant formellement décolonisées. On a parlé de nouvel impérialisme américain durant la Guerre du Golfe (1990-1991), qui avait pour toile de fond l'accès au pétrole au Moyen-Orient. Enfin, un pays peut être postcolonial (car formellement indépendant sur le plan politique) tout en étant économiquement et culturellement dépendant d'autres pays ; une telle dépendance pouvant se manifester à l'égard des anciennes métropoles comme des nouveaux empires planétaires, tels que la Chine.

² Peuples autochtones: catégorie politique et juridique reconnue par l'Organisation des nations unies et l'Organisation internationale du travail désignant des peuples n'ayant pas pu accéder à la décolonisation formelle. On se réfère aux critères suivants, ne devant pas nécessairement être tous remplis, pour les identifier : antériorité sur le territoire ; minorités sociologiques ; lien culturel privilégié à la terre les distinguant les minorités culturelles ; auto-identification ; mode de vie et de subsistance spécifique (chasse, cueillette, etc.). Les peuples autochtones des Amériques sont aussi appelés « Amérindiens », un nom dont l'usage tend à disparaître en Amérique francophone en raison de son origine coloniale.

³ Réserves : espaces dans lesquels les peuples autochtones d'Amérique du Nord ont été sédentarisés de force au XIX^e siècle et qui ne constituent qu'une infime portion de leur territoire ancestral.

En raison de ces ambiguïtés sémantiques du préfixe « post », nombreux sont ceux et celles qui préfèrent l'associer à un « au-delà » plutôt qu'à un « après », à savoir à une visée intellectuelle, un ensemble d'approches critiques permettant de (re)penser les relations de pouvoir, les formes de savoir et les identités sociales et culturelles induites par le colonialisme européen, passé ou présent. Si le premier sens intéresse les géographes pour ses implications spatiales et (géo)politiques que nous venons de passer en revue, c'est le second sens qui marque les orientations de la géographie postcoloniale qui émerge à partir des années 1990.

Objectifs et enjeux de la géographie postcoloniale

A l'instar d'autres disciplines comme l'anthropologie, la géographie a d'abord procédé à un examen critique et réflexif de son rôle joué dans les processus de conquête et de domination coloniales: différents corps de métiers liés à la géographie (explorateurs, topographes, géomètres, cartographes, aménagistes ou urbanistes) ont en effet mis leurs savoirs faire au service de la conquête, du gouvernement et de la « mise en valeur » des colonies (Hancock 2001; Singaravélou 2008). Le rôle de la toponymie et de la cartographie dans l'appropriation des territoires par les puissances coloniales est désormais bien documenté. Par exemple, les Européens débarquant dans les Amériques dès le 15^e siècle avaient pour habitude de remplacer les noms de lieux autochtones par des toponymes d'origine européenne ou associés à un saint de la chrétienté (dans ce qui est aujourd'hui appelé le « Québec », le toponyme « Saint-Laurent » a ainsi remplacé dans les cartes officielles les différents noms que les peuples autochtones donnent à ce fleuve). On dit également que les puissances coloniales européennes se sont partagé le continent africain à coups de crayon et de règle sur une carte lors de la Conférence de Berlin de 1884. En France, la constitution de la géographie en tant que discipline scientifique au XIX^e siècle a été fortement liée à la construction de l'empire colonial français, en particulier en Afrique et en Asie (Singaravélou 2008).

Les géographes ont également étudié des dimensions spatiales du colonialisme, telles que la construction de villes au service de l'extraction des ressources naturelles et de la gestion des colonies. Celles-ci ont parfois constitué de véritables laboratoires de la modernité pour l'Europe, en devenant des lieux d'expérimentation de nouvelles pratiques d'aménagement et d'urbanisme. Le colonialisme européen a aussi engendré une extension et systématisation sans précédent des relations intercontinentales entre peuples, sociétés et cultures. Les métropoles ont, elles aussi, été transformées par la colonisation, ne serait-ce que par l'introduction de nouvelles habitudes de consommation de denrées alimentaires (cacao, café, fruits « exotiques », etc.). La période post-indépendance en Afrique et en Asie a en outre entraîné la migration d'ancien-es colonisé-es vers les métropoles, engendrant l'imbrication croissante des cultures, des territorialités et des identités du « centre » et de la « périphérie », qualifiées par des intellectuels postcoloniaux tels qu'Homi Bhabha d'« hybrides ». Tous ces éléments sont soumis à l'analyse critique des géographes dès lors qu'ils sont le produit de relations profondément inégalitaires, et d'injustices socio-spatiales significatives entre individus, sociétés, pays et régions du monde.

Face à l'imposition de la vision eurocentrique du monde à l'échelle planétaire, les géographes, dans un souci de décentrement culturel et d'intérêt humaniste

pour « l'autre », se sont également passionnés pour les visions du monde, les territorialités et les ontologies (manières-d'être au monde) des populations anciennement, ou encore, colonisées (Hancock 2001). Enfin, ils ont suivi les études postcoloniales dans leur intérêt pour la déconstruction critique des représentations et des discours coloniaux qui ont infériorisé et déshumanisé les peuples non-occidentaux, présentés alternativement comme des « barbares » ou des « bons sauvages » qui ont besoin d'être dominés, voire même qui le demandent (Said 2000, p. 44). Les géographes ont notamment appliqué cette déconstruction critique aux imaginaires géographiques (Encadré 2).

Encadré 2 : les imaginaires géographiques

On doit à Edward Said le concept d'imaginaire géographique, à partir du cas de l'orientalisme. Said a analysé les discours tenus par des écrivains, des voyageurs, des scientifiques et des dirigeants politiques européens sur l'Orient au XIX^e siècle et la façon dont ils ont « orientalisé » l'Orient, via une construction idéologique destinée à servir le colonialisme dans cette région du monde. Son approche a inspiré de nombreuses recherches portant sur la manière dont certaines sociétés tracent des frontières aussi bien physiques que symboliques (sociales, ethniques, culturelles) entre « Nous » et « Eux » dans un objectif de domination.

« Des gens qui habitent quelques arpents vont tracer une frontière entre leur terre et ses alentours immédiats et le territoire qui est au-delà, qu'ils appellent 'le pays des barbares'. Autrement dit, la pratique universelle qui consiste à désigner dans son esprit un espace familier comme le 'nôtre' et un espace qui ne l'est pas comme le 'leur', est une manière de faire des distinctions géographiques qui peuvent être totalement arbitraires. J'emploie ici le mot 'arbitraire' parce que la géographie imaginaire du type 'notre pays - le pays des barbares' ne demande pas que ces derniers reconnaissent la distinction. Il 'nous' suffit de tracer ces frontières dans notre esprit, ainsi 'ils' deviennent 'eux', et leur territoire comme leur mentalité sont désignés comme différents des 'nôtres' (Said 2005 [1978] : 70).

Les géographes ont repris le concept d'imaginaire géographique en tant que système de représentations qu'une société formule sur les « Autres » et l'« ailleurs » dans un contexte marqué par des enjeux de pouvoir, et de lutte pour le contrôle du territoire et des ressources naturelles. Dans le cadre de l'entreprise coloniale européenne, ces imaginaires ont été transmis par l'école, la science, la religion, l'art ou encore les médias, et imprègnent encore aujourd'hui les esprits. Ils renseignent généralement davantage sur la société qui les énonce que sur ceux qui en font l'objet. Loin d'être rigoureux, ces imaginaires, dans lesquels l'espace joue un rôle constitutif, sont faits de suppositions et d'approximations, de préjugés et de stéréotypes. Enfin, ils participent souvent à naturaliser les rapports de hiérarchisation entre peuples par le biais de raisonnements teintés de déterminisme naturel (l'idée selon laquelle le climat détermine les différences physiques et les comportements des « races »).

L'exotisme est une composante de ces imaginaires traduisant le goût pour ce qui est « étranger » propre aux Occidentaux. Jean-François Staszak, dans *Géographies de Gauguin*, montre comment le peintre français a mêlé sa démarche artistique à la construction d'un imaginaire géographique colonial. Dans ses célèbres peintures de Tahiti et des îles Marquises, Gauguin révèle sa nostalgie d'un paradis perdu, associée à des représentations de femmes érotisées et exotisées (Staszak 2003).

Pour terminer, le constat de complicité de la géographie dans l'entreprise coloniale a amené certain-es géographes à opérer un renversement de perspectives (Hancock 2001). Ils-elles ont choisi de mettre explicitement leurs savoirs et savoir-faire, non plus au service d'une élite dominante mais de groupes marginalisés ou discriminés. C'est le cas des géographes impliqué-es dans des projets de cartographie réalisés par des peuples autochtones sur les cinq continents. Les cartes que ces géographes aident à dessiner visent autant à défendre des droits au territoire ou à des ressources dont les peuples autochtones ont été dépossédés, qu'à inscrire leur présence sur les cartes officielles qui les ont historiquement ignorés ou rendus invisibles. Certain-es géographes s'engagent plus généralement dans des démarches de recherche collaborative afin d'éliminer les asymétries de pouvoir coloniales entre « enquêteur-trice » et « enquêté-es » : d'une part, par l'établissement de « partenariats » de recherche ; d'autre part, en « co-produisant » des savoirs répondant aux besoins et aspirations des populations concernées, et pas seulement à des intérêts scientifiques. Mais ces démarches sont en réalité plus proches dans leur radicalité des perspectives décoloniales que des approches postcoloniales.

Le tournant décolonial et la colonialité du pouvoir, du savoir et de l'être

L'émergence des études décoloniales est à peine plus tardive que celle des études postcoloniales. Cependant, leur diffusion hors d'Amérique latine où elles ont vu le jour s'est vue retardée par l'ombre que leurs faisaient les études postcoloniales, plus prestigieuses au sein du monde académique⁴. La circulation des idées décoloniales s'est de plus souvent effectuée par le biais des approches féministes (Borghi 2020). Depuis quelques années toutefois, on observe un « tournant décolonial » marqué dans les sciences humaines et sociales, lequel revêt des sens et des contenus différents selon les contextes.

En Amérique latine, les chercheur-es universitaires ont toujours préféré l'adjectif décolonial à celui de postcolonial. En 1996, des intellectuel-les créent un programme de recherche fondateur pour la pensée décoloniale, nommé MCD (pour « Modernité/Colonialité/Décolonialité »)⁵. Ils et elles reprochent aux chercheur-es postcoloniaux d'avoir créé un véritable « angle mort » temporel et spatial dans leurs études, en ne s'intéressant qu'aux XIX^e et XX^e siècles. Pour les décoloniaux, la modernité en tant que rationalité subjective et système culturel débute avec la colonisation des Amériques au XV^e siècle. Elle donne naissance à la « colonialité du pouvoir » qui perdure encore à l'échelle planétaire, malgré la fin de la colonisation formelle, perpétuant les inégalités du « système monde » (terme emprunté à l'historien et sociologue Emmanuel Wallerstein désignant l'expansion mondiale du capitalisme depuis le XVI^e siècle). Colonialité et modernité sont les deux faces d'une même médaille. Pour ces auteur-es, la « race » est une catégorie sociale inventée par les Européens pour codifier et hiérarchiser les rapports entre populations dominantes et dominées. En intersection avec les discriminations de genre, elle a produit la « colonialité de l'être » qui a permis d'organiser la division internationale du travail au bénéfice des Européens, et de construire la dichotomie moderne entre le Sujet occidental (généralement blanc et masculin) et le Sujet non occidental.

⁴ Les études postcoloniales, dominées par l'anglais, ont vu leur diffusion facilitée par l'hégémonie mondiale de cette langue.

⁵ Parmi leurs auteur-es, citons : Enrique Dussel, Arturo Escobar, Ramón Grosfoguel, Santiago Castro-Gómez, María Lugones, Walter Dignolo, Zulma Palermo, Anibal Quijano et Catherine Walsh.

Quant à la « colonialité du savoir », elle exprime l'idée que certains savoirs seraient plus légitimes que d'autres ; les savoirs scientifiques, en particulier, seraient supérieurs à tous les autres, relégués au rang de croyance religieuse ou culturelle, de superstition ou de folklore. Aussi, les approches décoloniales dénoncent-elles ce qu'elles considèrent comme la « violence épistémique » de l'Occident, remettant en question, de façon beaucoup plus radicale que ne le fait la pensée postcoloniale, les fondements du savoir occidental et de ses institutions, en particulier académiques. Elles considèrent également que la pensée postcoloniale, à force de déconstruction des discours et des représentations, a tendu à omettre la matérialité concrète des rapports de pouvoir coloniaux, tout en restant profondément ancrée dans les modes occidentaux de compréhension du monde. Pour les décoloniaux, il ne s'agit plus simplement de « donner une place » à l'« Autre » et aux savoirs subalternisés, et encore moins de travailler *sur* l'« Autre ». Il est au contraire essentiel de faire appel aux épistémologies construites « depuis les Suds » pour générer des connaissances depuis l'intérieur même des lieux d'altérité (Naylor *et al* 2018). Les expériences des groupes vivant dans les « marges » épistémiques et politiques du monde ne sont plus de simples données à incorporer dans les théories occidentales ; elles constituent en elles-mêmes des savoirs légitimes et valides qui n'ont nullement besoin d'intermédiaires pour être énoncés ou entendus, ni de se voir donner une place qu'ils peuvent prendre eux-mêmes⁶. Une telle perspective invite aussi à repenser l'espace et le temps dans leur multiplicité (Naylor *et al* 2018, p. 200). Les décoloniaux défendent l'idée d'un « plurivers », à savoir d'« un monde qui contiendrait de nombreux mondes » (Escobar, 2018 : 76). Elle contraste avec l'universalisme qui n'admet qu'un seul monde pour toutes et tous ; autrement dit, qu'une seule et même réalité « objective » (la « nature »), interprétée selon différentes « perspectives » (les « cultures »).

Hors Amériques, le terme « décolonial » connaît des destins variés dans les travaux universitaires. Dans bien des cas, il tend à remplacer l'emploi de l'adjectif « postcolonial », afin de lever définitivement l'ambiguïté sémantique et politique de ce dernier. En France, tant les approches post- que décoloniales, en géographie et dans les autres sciences humaines et sociales, ont eu du mal à pénétrer le monde universitaire, y suscitant des réticences et des controverses en rapport avec l'idéal républicain et le passé colonial du pays. Quant à l'adjectif « décolonial », il a récemment été approprié par le monde militant, en France comme dans d'autres pays, lié au féminisme, à l'antiracisme et à la défense des intérêts des personnes issues de l'immigration, exclues de l'imaginaire dominant de la nation (Escobar 2018 : 17). Mais le sens attribué au qualificatif n'est dès lors plus tout à fait identique à celui qu'il revêt dans le contexte des Amériques. Il contient en outre le risque de devenir un « fourre-tout » (*buzz-word*), et d'être vidé de son contenu lorsqu'il est associé à des injustices socio-spatiales qui ne relèvent pas strictement du fait colonial.

D'ailleurs, dans les « Suds » comme dans les « Nord(s) »⁷, les critiques décoloniales les plus radicales ont été énoncées par les mouvements sociaux s'insurgeant contre les continuités coloniales, les rapports de domination et les discriminations raciales encore profondément enracinées dans la société.

⁶ Walter D. Mignolo parle de *border thinking* (« pensée depuis la marge » ou « pensée frontalière »).

⁷ Ce découpage est tout à fait questionnable également, relevant d'une convention que d'aucun-es considèrent comme coloniale.

Aux États-Unis, les années 2010 ont vu la naissance du mouvement *Black live matters* (« les vies noires comptent ») dénonçant le « racisme systémique ». Ce mouvement s'est rapidement globalisé : que ce soit en Martinique, en Angleterre, ou encore en France, une de ses caractéristiques est d'avoir lancé un processus de « déboulonnage » des statues et des monuments de personnages (scientifiques, hommes politiques ou marchands) incarnant et aux yeux des militant-es le passé colonial, raciste et esclavagiste. Les espaces publics urbains ne sont pas les seuls concernés. Même les noms d'objets géographiques sont remis en question dans ces processus de (re)construction d'une mémoire historique décolonisée (Encadré no 3).

Encadré 3 : La campagne « Démonter le pic Agassiz », en Suisse: une montagne au cœur de conflits mémoriels autour de l'esclavage

La Suisse n'a jamais exercé de colonialisme d'État. Des acteurs privés et des entreprises n'ont pas moins activement participé au commerce d'esclaves et à l'implantation de colonies privées, notamment en Algérie. Historiquement, la Suisse est en outre un pays de scientifiques « naturalistes », qui sont aujourd'hui critiqués pour leur implication dans la construction, la légitimation et la circulation de savoirs scientifiques jugés coloniaux, en particulier de catégories ayant légitimé le racisme au XIX^e siècle (Purtschert, Harald Fischer-Tiné 2015). Il n'est guère étonnant dès lors que les statues de ces scientifiques ou que les lieux portant leur nom soient au cœur de polémiques et d'enjeux de représentations ou de mémoire depuis le tournant du siècle. La campagne « Démonter le pic Agassiz » illustre ces débats. Organisée en 2007 par l'historien Hans Fässler, et des intellectuel-les suisses et internationaux, elle a réuni 2500 signatures adressées au Parlement fédéral à Berne:

« Le comité pétitionnaire motive sa demande par le fait que Louis Agassiz (1807-1873) ne fut pas uniquement un naturaliste de renommée mondiale, mais également l'un des pionniers du racisme dit « scientifique » et un précurseur de l'apartheid. Le comité souhaite ainsi envoyer un signal clair contre le racisme en rebaptisant l'Agassizhorn en Rentyhorn, du nom de l'esclave congolais photographié à l'époque par Agassiz sur une plantation de la Caroline du Sud pour démontrer « l'infériorité de la race noire ».

En 2010, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Parlement suisse a rejeté la pétition en argumentant que la compétence de nommer les « objets topographiques » ne relève pas de la Confédération suisse mais des communes. Les communes alpines de Fieschertal (canton du Valais), de Grindelwald et de Guttannen (canton de Bern) au sein desquelles se trouve le Pic Agassiz n'ont pas davantage donné suite à la pétition ; elles ont en revanche proposé d'organiser une exposition sur le racisme au musée d'histoire de Grindelwald, pour révéler au public les « côtés sombres » d'Agassiz. Fässler a tenté sans succès de relancer la demande de renommier la montagne en 2020 en cherchant cette fois à faire alliance avec le mouvement *Black Lives Matters*. Bien que le Pic Agassiz n'ait pas été renommé, cette campagne est la première tentative en Suisse de porter sur la place publique la discussion sur le rôle du pays dans l'esclavage. Le débat a eu en outre une portée symbolique non dénuée de provocation puisque les montagnes sont des icônes centrales dans la construction de l'identité nationale suisse.

Quel programme pour une géographie qui prendrait le tournant décolonial ?

Les approches décoloniales en géographie sont encore en devenir. Il n'est guère étonnant que pour le moment c'est dans les deux Amériques que l'étiquette de « géographie décoloniale » est le plus mobilisée. En Amérique latine, elle est étroitement liée aux approches féministes, tandis qu'en Amérique du Nord, elle est souvent revendiquée par des universitaires ou des intellectuel-es militant-es qui s'auto-identifient comme des personnes autochtones, noires ou de couleur⁸. Là-bas comme ailleurs, cette géographie a sans doute un bel avenir devant soi, ne serait-ce que parce que les approches, les concepts et la sensibilité de la géographie aux dimensions spatiales de la réalité peuvent contribuer à décrypter les enjeux des mouvements de contestation sociale que nous venons de mentionner.

Certain-es géographes plaident en outre pour incarner des postures décoloniales dans les espaces où ils-elles vivent, travaillent ou résident. Pour celles et ceux qui vivent dans les « Nord(s) », cela reviendrait à s'intéresser au fait colonial, non pas seulement en lien avec leurs « terrains » de recherche situés dans les « Sud(s) », mais aussi à rendre compte de la manière dont ils ou elles, bon gré mal gré, sont lié-es aux processus de dépossession coloniale dans le monde *depuis* leurs propres pays de résidence - par exemple via l'impérialisme des entreprises multinationales d'exploitation minière -, et à la façon dont le fait colonial se manifeste *dans* leur propre pays (Naylor *et al*, 2018, p. 201-202). L'immigration aux portes de l'Europe en tant que conséquence des déséquilibres d'un monde (post)colonial vient nous le rappeler quotidiennement. C'est d'ailleurs pour mettre en pratique cette invitation à examiner le passé colonial « chez soi » que j'ai délibérément choisi un exemple situé en Suisse, (Encadré 3), pays où je suis née et vis actuellement. D'autres auteur-es interrogent la notion de « privilège colonial » caractérisant la situation des individus et des groupes vivant dans des espaces nantis, souvent sans même en avoir conscience, renforçant ainsi la violence symbolique des rapports de pouvoir coloniaux (Borghi 2020).

Pour conclure, si tant est que les études post- et décoloniales se sont depuis plusieurs décennies focalisées, et à juste titre, sur les (dis)continuités et les héritages du colonialisme et de l'impérialisme européens, il ne faudrait pas que cela empêche les géographes de décrypter les autres expressions contemporaines de l'impérialisme – qu'elles soient nouvelles ou anciennes -, notamment en Asie et au Moyen-Orient, lesquelles donneront peut-être le ton dans le monde de demain

⁸ Au Canada, une utilise l'abréviation PAND (personnes autochtones, noires et de couleur (Angl. : BIPOC. *Black, Indigenous and People of Color*).

Glossaire

Impérialisme

Domination ou influence, exercée sur un pays, une région ou un peuple par un pouvoir politique, militaire ou économique plus important – pas forcément étatique. L'impérialisme états-unien en Amérique latine en est un exemple, ou celui exercé par des entreprises, telles que les compagnies pétrolières. Si le colonialisme européen a officiellement pris fin aujourd'hui, l'impérialisme perdure à travers le maintien d'inégalités sociales, politiques, économiques et culturelles.

Colonialisme

Conséquence ou phase de l'impérialisme, impliquant la colonisation formelle (directe ou indirecte) d'un territoire par une force étrangère et le déplacement d'une partie de sa population, de ses biens ou de son capital du centre politique vers sa colonie.

Références

Borghi R., 2021, *Décolonialité & privilège*. Trad. par A. Aïdolan-Ague. Villejuif (Val-de-Marne), Daronnes.

Escobar, A., 2018, *Sentir-penser avec la Terre: l'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Seuil.

Hancock C., 2001, « La géographie postcoloniale. 'L'empire contre-attaque' », In *Géographies anglo-saxonnes: tendances contemporaines*, édité par J.-F. Staszak et al., Paris, Belin, pp. 95-98.

Naylor L., Daigle M., Zaragocin S., Ramírez M.M., Gilmartin M., 2018, « Interventions: Bringing the Decolonial to Political Geography », *Political Geography*, N°66, pp. 199-209.

Purtschert, P., Fischer-Tiné H., éd., 2015, *Colonial Switzerland: rethinking colonialism from the margins*. Cambridge imperial and post-colonial studies series, Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan.

Said, E.W., 2000, *Culture et impérialisme*, Trad. par P. Chemla, Paris, Fayard/Le Monde Diplomatique.

Said, Edward-W., 2005 [1978], *L'orientalisme : L'Orient créé par l'Occident*, Seuil.

Singaravélou, P., éd., 2008, *L'empire des géographes: géographie, exploration et colonisation, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin.

Shohat, E., 2007, « Document. Notes sur le « post-colonial » (1992) », *Mouvements*, Vol. 51, N°3, pp. 79-89.

Staszak, J.-F., 2003, *Géographies de Gauguin*, Rosny-sous-Bois, Bréal.

L'auteure

Irène Hirt est professeure associée au Département de géographie et environnement à l'Université de Genève, en Suisse. Ses recherches portent sur les processus de réappropriation du territoire par les peuples autochtones dans les deux Amériques, la cartographie en contexte autochtone et les approches post et décoloniales en géographie. Elle a codirigé avec Bernard Debarbieux l'ouvrage *Politiques de la carte* (ISTE Éditions) qui paraîtra à l'automne 2021.